

France - Baudis et Rocard parlent Bosnie et chômage

Reuters, 29 mai 1994

PARIS, 29 mai, Reuter - Les mérites comparés des mairies de Toulouse et de Conflans-Sainte-Honorine, mais aussi - plus sérieusement - la Bosnie et la lutte contre le chômage ont fourni dimanche soir à Dominique Baudis et Michel Rocard les arguments d'un débat télévisé avant les européennes du 12 juin.

Dominique Baudis, tête de liste de l'union de la majorité RPR-UDF, et Michel Rocard, chef de file du Parti socialiste, devaient faire la preuve de leur antagonisme.

Un sondage Sofres réalisé pour l'émission 7/7, sur TF1, révélait en effet que 42% des Français ne voient pas beaucoup de différences entre les deux listes.

"Y a-t-il une différence ? Oui. Sur les problèmes de paix et de sécurité, j'ai tendance à penser que propositions récentes de Michel Rocard présentent de graves dangers", a affirmé Dominique Baudis.

"Je savais que je conduisais la seule liste socialiste et européenne, je me demande si je ne conduis pas la seule liste européenne", a répliqué le Premier secrétaire du PS.

"Le Parti socialiste a une vision d'une Europe un peu touche-à-tout, qui décide de la date d'ouverture et de fermeture de la chasse, du format des étiquettes sur les chaussures", a plaisanté le maire UDF de Toulouse.

"Si l'Europe est en mauvais état c'est qu'elle est dirigée aujourd'hui par huit gouvernements conservateurs", a riposté le maire PS de Conflans-Sainte-Honorine.

Grignotés dans les sondages par la liste "l'Europe commence à Sarajevo", dont les promoteurs, Léon Schwartzberg et Bernard-Henri Lévy, réclament la levée de l'embargo sur les livraisons d'armes en Bosnie, Dominique Baudis et Michel Rocard ont justifié le premier son refus d'une "solution du désespoir" et le second l'acceptation de cette mesure après l'échec de la communauté internationale.

— Lever l'embargo ? —

"C'est notre honte, il est urgent d'en terminer et que l'Onu mette la pression de sa force derrière la négociation, faute de quoi il faudra lever l'embargo", a dit Michel Rocard.

"Il faut rechercher la paix, en manifestant vis-à-vis des Serbes une politique d'extrême fermeté", lui a répondu Dominique Baudis.

La tête de liste RPR-UDF est repassée à l'offensive accusant les socialistes français d'avoir voté en 1993 au Parlement européen contre les frappes aériennes de l'Otan. Michel Rocard a aussitôt condamné ce vote.

Tous deux ont plaidé pour la mise en place d'une force d'intervention rapide européenne. Et Michel Rocard a planté à son tour une banderille en affirmant que "le gouvernement aurait pu saisir le conseil des ministres de l'Union d'une demande d'action commune sur la Bosnie".

Sur le Rwanda, Dominique Baudis a parlé de "honte pour l'humanité toute entière", soulignant que le ministre de la Santé, Philippe Douste-Blazy, s'était rendu sur place. Michel Rocard a corrigé, affirmant que c'était Bernard Kouchner, numéro trois sur sa liste, qui y était allé le premier.

Dominique Baudis est alors reparti à l'assaut, mettant en cause un député européen du PS qui s'était rendu en Libye en dépit de l'embargo international pesant sur Tripoli.

"Tant que des peuples ou des pays ne sont pas en guerre, les gens se parlent avec des niveaux de responsabilité différents", a déclaré Michel Rocard avant de reprocher au gouvernement d'Edouard Balladur d'avoir accueilli il y a quelques semaines le ministre libyen des Affaires étrangères.

— La durée du temps de travail —

Après la désormais traditionnelle passe d'armes sur le Gatt, alors que l'émission approchait de sa fin, Michel Rocard a proposé une nouvelle fois son projet de grands travaux européens financés par des emprunts annuels de 50 milliards d'écus par an.

"Vous allez proposer d'endetter l'Europe. Une dette, cela se rembourse et une dette publique cela se rembourse avec des impôts. Vous proposez l'Europe de l'endettement et l'Europe des impôts", a accusé Dominique Baudis.

"Quand il y a un gros effort à faire, pour sortir de quelque chose, on anticipe et on ne rembourse pas qu'avec de l'impôt, on rembourse avec de la croissance", a dit Michel Rocard.

Dominique Baudis avait encore une flèche à son arc.

"Quelle est à la mairie de Conflans la durée hebdomadaire du travail ?" "C'est dans le cadre légal, entre 38 et 39", a répondu le Premier secrétaire du PS.

"A la mairie de Toulouse, c'est 35 heures et depuis 12 ans, La réduction du temps de travail, il y a ceux qui en parlent et qui ne la font pas et il y a ceux qui la font", a affirmé la tête de liste de la majorité avant de promettre - parce qu'il n'est pas candidat à la présidentielle - de faire son travail au Parlement européen.

Mais c'est à Michel Rocard qu'est revenu le dernier mot.

"Je suis suffisamment attaché à la cause de l'Europe pour être un peu choqué de n'avoir entendu aucune proposition, sinon qu'il est allé dans le sens de la réduction du travail parce que sa mairie est plus riche que d'autres". /HF

(c) Reuters Limited 1994